



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/48/594  
S/26733  
15 novembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-huitième session  
Points 71, 72, 73 et 79 de l'ordre du jour  
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET  
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT  
DE CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS  
ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE  
GENERALE A SA DIXIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION  
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-huitième année

Lettre datée du 11 novembre 1993, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la République populaire démocratique de  
Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte de la déclaration faite le 11 novembre 1993 par le chef de la délégation de la République populaire démocratique de Corée aux pourparlers entre la RPDC et les Etats-Unis (voir l'annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre ainsi que de la déclaration jointe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 71, 72, 73 et 79 de son ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) PAK Gil Yon

ANNEXE

Déclaration faite à Pyongyang le 11 novembre 1993 par le  
Premier Vice-Ministre des affaires étrangères et chef de  
la délégation de la République populaire démocratique de  
Corée aux pourparlers de haut niveau entre la RPDC et  
les Etats-Unis

Des signes de très mauvais augure viennent actuellement assombrir les perspectives de solution du problème nucléaire dans la péninsule coréenne.

Certains milieux dressent un tableau extrêmement pessimiste de la situation, comme si la continuité des garanties concernant les activités nucléaires de notre pays était compromise, et soutiennent que si la République populaire démocratique de Corée refuse d'accepter dans les prochains jours une "inspection complète" par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation des Nations Unies devra lui imposer des "sanctions".

Il faut observer que pour soutenir leur argumentation, ils dissimulent l'essence même du problème nucléaire qui existe dans la péninsule coréenne, déforment les faits pour créer l'impression que la République populaire démocratique de Corée joue à cache-cache afin de pouvoir mettre au point des armes nucléaires, et font courir la rumeur selon laquelle le problème nucléaire lui sert d'atout dans les négociations à des fins égoïstes.

Compte tenu du caractère grave des objectifs politiques que cherchent à atteindre ces forces malhonnêtes en répandant activement de tels arguments et de telles rumeurs, j'estime nécessaire d'exposer la situation telle qu'elle est, ainsi que notre position, fondée sur des principes aux fins de la solution du problème nucléaire.

Comme on le sait, la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis ont publié une déclaration commune après avoir eu des discussions et être parvenus à un accord sur les questions de principe relatives à la solution du problème nucléaire, et après avoir tenu des pourparlers sur cette base.

Dans cette déclaration commune, les deux parties ont réaffirmé que les principes fondamentaux d'une solution du problème nucléaire étaient de renoncer aux menaces nucléaires, de respecter la souveraineté de l'autre partie et de faire appliquer honnêtement toutes les garanties, les Etats-Unis s'engageant, quant à eux, à favoriser une réunification pacifique de la Corée; la déclaration désignait clairement la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis comme les parties chargées au premier chef de résoudre ce problème et habilitées à le faire.

C'est pourquoi nous avons pris des mesures concrètes pour résoudre le problème nucléaire et n'avons cessé d'agir de bonne foi dans ces pourparlers. Lors de la publication de la déclaration commune de la RPDC et des Etats-Unis, nous avons unilatéralement suspendu à titre temporaire l'application de notre déclaration relative à notre retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et repris les négociations avec l'AIEA et le dialogue Nord-Sud. En outre, compte tenu de ces circonstances particulières, nous avons complètement gelé les transports de matières nucléaires à l'intérieur de la RPDC

pour remplir notre engagement de démontrer la transparence de nos activités nucléaires, et nous avons autorisé des inspections afin d'assurer la continuité des garanties à cet égard.

Nous avons notamment pris la décision capitale et courageuse de remplacer nos réacteurs modérés par graphite par des réacteurs à eau ordinaire, ceci aux dépens de l'autonomie de notre production d'énergie nucléaire, afin d'enlever tout fondement aux soupçons quant à la prétendue "mise au point d'armes nucléaires" dont la République populaire démocratique de Corée fait l'objet.

Tous ces efforts sincères n'ont cependant pas réussi à susciter une réaction concrète de la part des Etats-Unis et la situation actuelle évolue en sens inverse.

Ceci est dû au manque de sincérité des Etats-Unis, notre partenaire dans ce dialogue, envers ces pourparlers. Contrairement aux principes acceptés lors des pourparlers précédents, les représentants officiels des Etats-Unis ont usé à tour de rôle de termes injurieux, menaçants et hostiles envers la République populaire démocratique de Corée, et ils annoncent ouvertement l'intention de leur pays de poursuivre les manoeuvres militaires "Team Spirit" – répétition de guerre nucléaire contre la République populaire démocratique de Corée. Les Etats-Unis ont d'autre part mis dans l'impasse la troisième série d'entretiens entre la RPDC et les Etats-Unis, qui devaient se tenir dans les deux mois, en fixant des conditions préalables déraisonnables; ils ont en outre orchestré à la Conférence générale de l'AIEA et à l'Assemblée générale des Nations Unies l'adoption d'une "résolution" nous blâmant.

Tous ces faits montrent que, durant les cinq derniers mois écoulés depuis le début des pourparlers, seule la République populaire démocratique de Corée a pris unilatéralement des mesures pour appliquer ce qui avait été convenu au cours des pourparlers et que les Etats-Unis n'ont rien fait.

La partie américaine a ignoré l'esprit de l'accord pris lors des pourparlers, selon lequel les deux parties devaient agir simultanément sur un pied d'égalité; et c'est là, en dernière analyse, la principale cause de l'impasse dans la recherche d'une solution au problème nucléaire.

Les Etats-Unis essaient néanmoins de tromper l'opinion publique en lui faisant croire que la faute appartient à la République populaire démocratique de Corée. Ceci donne à croire que les Etats-Unis poursuivent encore l'objectif politique d'étouffer notre République, et ne sont pas vraiment désireux de résoudre le problème nucléaire. C'est notamment attenter à la vérité que de prétendre qu'il y a eu une solution de continuité en ce qui concerne les garanties relatives aux activités nucléaires de la République populaire démocratique de Corée.

Pour garantir que nos activités nucléaires ne seront pas tournées vers des fins militaires tant que le problème nucléaire n'aura pas été complètement résolu dans le cadre des pourparlers entre la RPDC et les Etats-Unis, la RPDC a respecté jusqu'à présent la promesse qu'elle avait faite aux Etats-Unis d'autoriser le réajustement et le remplacement des caméras de contrôle de l'AIEA. A l'heure présente, les caméras de contrôle et les scellés de l'AIEA sont encore en place dans les installations nucléaires de notre pays.

Jusqu'à présent, nous avons permis aux équipes d'inspection de l'AIEA de changer les films et les batteries des caméras de contrôle, de vérifier leurs scellés et de réajuster les appareils lorsque l'AIEA le jugeait nécessaire, et ce, à plusieurs reprises, et nous avons informé l'Agence que nous étions prêts à accueillir ces équipes d'inspection lorsqu'on nous en ferait la demande. Etant donné l'ampleur et la nature de nos installations nucléaires, ce n'est qu'à l'aide de caméras que ces équipes peuvent pleinement vérifier que nos activités nucléaires n'ont rien à voir avec des fins militaires.

Lorsque les caméras ont été réajustées et remplacées au mois d'août, nul ne pensait que la continuité des garanties risquait d'être compromise. Tout en estimant que les observations faites par les seules caméras suffisaient à assurer la continuité des garanties, nous avons fait preuve de magnanimité en acceptant, pour tenir compte de la position de la partie américaine, d'envisager que la portée de l'inspection soit élargie; nous avons déjà eu des négociations officieuses à ce sujet avec la partie américaine et avons alors proposé des négociations de travail avec l'AIEA.

Les Etats-Unis et l'AIEA prétendent néanmoins que pour assurer la continuité des garanties, nous devons accepter une inspection complète par l'AIEA, en tant que condition préalable de l'ouverture de la troisième série de pourparlers entre la RPDC et les Etats-Unis.

Ce qu'exigent les Etats-Unis et l'AIEA, c'est que nous appliquions dès maintenant et intégralement l'Accord de garanties.

Si nous appliquons intégralement l'Accord de garanties, cela signifie que nous redevenons partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Comme nous l'avons indiqué clairement dans une déclaration du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, nous avons déclaré que nous nous retirions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires parce que les intérêts suprêmes de notre République étaient compromis en raison de la menace nucléaire que font peser les Etats-Unis et de la partialité dont fait preuve l'AIEA.

Les Etats-Unis ont décidé de participer à des entretiens avec la RPDC parce qu'ils ont reconnu qu'ils ne pouvaient nous persuader de redevenir partie au Traité tant qu'il n'y aurait pas de changements touchant la menace nucléaire qu'ils font peser sur la Corée et leur politique hostile à notre égard; c'est dans ce contexte qu'a été publiée la déclaration commune de la RPDC et des Etats-Unis. Les Etats-Unis, qui ne se sont acquittés d'aucun de leurs engagements à notre endroit, n'ont pas l'audace d'exiger de nous, purement et simplement, que nous redevenions partie au Traité. En conséquence, et c'est très adroit de leur part, ils cherchent à parvenir au même résultat en prévoyant des inspections qui sont l'équivalent de l'application intégrale de l'Accord de garanties, sous le prétexte de "la continuité des inspections relatives aux garanties", pour éviter de demander explicitement que nous redevenions partie au Traité.

Ceci ne fait que confirmer nos doutes quant au comportement des Etats-Unis, que nous soupçonnons d'avoir voulu nous persuader par des paroles vaines de redevenir partie au Traité, sans toutefois renoncer complètement à la menace

nucléaire qu'ils font peser sur notre pays et à la politique hostile qu'ils ont adoptée pour nous étouffer dès le premier jour.

Vu les circonstances particulières qui nous ont amenés à suspendre unilatéralement, à titre temporaire, la mise à exécution de notre retrait du Traité, il est indispensable de bien faire la distinction entre l'obligation d'assurer la continuité des garanties et la pleine application de l'Accord de garanties. Pour ce qui est de la pleine application de l'Accord de garanties, la question doit de toute façon faire l'objet de discussions et être résolue directement avec les Etats-Unis dans le cadre de futurs entretiens entre la RPDC et les Etats-Unis.

Le problème nucléaire ne pourra jamais être résolu si ces derniers tentent de lier délibérément notre problème nucléaire à un règlement de travail tel que l'Accord de garanties dans les circonstances actuelles, puisque les facteurs politiques qui nous ont amenés à nous retirer du Traité sont toujours présents.

En quelques mots, l'objectif visé par les Etats-Unis en exigeant que nous soyons les seuls à appliquer le Traité alors qu'eux-mêmes n'en font rien ne peut être considéré que comme la recherche d'un prétexte pour nous imposer des sanctions et faire pression sur nous en compliquant la situation, sans résoudre le problème nucléaire dans la réalité.

Nous tenons à préciser une fois de plus que nous ne pouvons appliquer intégralement l'Accord de garanties tant que les Etats-Unis ne garantiront pas par leurs actes qu'ils ne tenteront pas de nous étouffer.

Le problème nucléaire qui existe dans la péninsule coréenne ne sera jamais résolu en faisant pression sur nous. Il ne pourra l'être que par le dialogue et la négociation.

Nous avons proposé à la partie américaine la formule d'une solution globale du problème nucléaire, en partant de la considération que la cause principale de l'absence de progrès sur la voie du règlement du problème nucléaire tient à un manque de confiance entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis. Si l'on veut progresser, il faut résoudre les problèmes un par un; les Etats-Unis, étant l'agresseur, doivent prendre l'initiative et c'est à nous, la victime, de répondre.

Mais les Etats-Unis, contrairement à leur position antérieure, nous disent maintenant de prendre l'initiative, ce qui est totalement inacceptable. Nous insistons sur la formule d'une solution globale selon laquelle les parties définiront pour le moins ce qu'elles vont faire, chacune d'elles assumant sa part de responsabilité.

Si la troisième série d'entretiens entre la RPDC et les Etats-Unis a lieu et si l'on parvient alors à un accord sur la formule d'une solution globale, une perspective de règlement du problème nucléaire s'ouvrira réellement.

Le problème nucléaire sera résolu sans difficulté lorsque l'accord se fera sur la formule d'une solution globale et que les Etats-Unis prendront des mesures concrètes pour renoncer à la menace nucléaire qu'ils font peser sur nous ainsi qu'à leur politique hostile à notre endroit; pour notre part, nous

appliquerons intégralement l'Accord de garanties, tout en maintenant notre engagement vis-à-vis du Traité.

Notre position consistant à assurer pleinement la continuité des garanties jusqu'à ce que l'accord se fasse sur la formule d'une solution globale n'a pas varié. Tout dépend maintenant de la façon dont les Etats-Unis répondront à notre proposition relative à une solution globale, en renonçant à leur politique hostile qui vise à étouffer la République populaire démocratique de Corée.

Cette formule sera la pierre de touche qui permettra de savoir si les Etats-Unis ont ou non la volonté sincère de résoudre le problème nucléaire et sont prêts au dialogue.

Si les Etats-Unis ne répondent pas positivement à notre proposition, nous n'aurons d'autre choix que de considérer que la partie américaine ne veut pas d'un dialogue sincère en vue de la solution du problème nucléaire.

Si l'Agence internationale de l'énergie atomique ignore notre proposition sincère de négociation en vue d'assurer la continuité des garanties et fausse la réalité comme s'il y avait eu une solution de continuité à cet égard dans la République populaire démocratique de Corée, celle-ci y verrait une invitation pressante à se retirer sans délai du Traité sur la non-prolifération.

C'est maintenant au tour des Etats-Unis et de l'AIEA de jouer.

(Signé) KANG Suk Ju

-----